Résumé de thèse

LE DOMICILE CONJUGAL COMME SOURCE DE CONFLITS JUDICIAIRES. CE QUE LA FACE "HONTEUSE" DU DIVORCE NOUS ENSEIGNE SUR LE LIEN MATRIMONIAL

Veronika Nagy

Sous la direction d'Irène Théry, directrice d'études à l'EHESS
EHESS, formation doctorale « sciences sociales » (Marseille)
Soutenance le 28 novembre 2011

Ce travail de recherche est consacré à l'examen du domicile conjugal comme objet de litige dans le cadre de procédures de divorce et de contentieux post-divorce en France et en Hongrie.

À la source de ce travail, qui prend appui sur une enquête théorique et sur une analyse de la pratique judiciaire, il y a la volonté de contribuer à une meilleure compréhension des divorces « difficiles » qui apparaissent comme doublement transgressifs au regard des normes dominantes en matière familiale. D'une part, les procédures conflictuelles vont à l'encontre du modèle du « bon divorce pacifié », désignant ceux qui y prennent part comme des personnes incapables d'appréhender leur désunion en adultes responsables. D'autre part, en s'affrontant au sujet d'un bien matériel, les conjoints et ex-conjoints en désaccord sur le sort de leur ancien logement commun introduisent des considérations économiques dans la sphère privée, alors même que le mariage d'aujourd'hui est supposé être le lieu de l'amour gratuit et désintéressé, en opposition aux mariages d'argent d'autrefois.

Dans ce contexte, l'ambition est de mettre à distance ces prénotions et de se donner les moyens de saisir les logiques à l'œuvre dans le drame judiciaire qui se joue au moment de la désunion, en refusant de réduire le divorce à une simple rupture amoureuse aux ressorts exclusivement intersubjectifs, ou encore à un jeu stratégique de recherche d'un gain économique maximal, pour au contraire étudier de quelle manière, en référence à quels grands principes et à l'appui de quels arguments et justifications l'union matrimoniale est soldée. Ce faisant, l'objectif est aussi de proposer une description plus fine de la nature du lien matrimonial en dépassant l'opposition entre amour gratuit et intérêt économique, pour tenter de penser ensemble la dimension personnelle et la dimension matérielle du mariage à travers un objet, le domicile conjugal, qui porte précisément en lui ces deux aspects, puisqu'il est à la fois un bien ayant une valeur marchande et un espace de vie où prennent place les relations entre les époux.

Pour mener à bien ce programme, il fallait non seulement se livrer à un examen méticuleux de la notion de domicile conjugal – ce qui est réalisé dans la première partie de la thèse à travers une exploration rigoureuse des définitions profanes, savantes et juridiques du logement des époux – mais aussi étudier en détail les discours qui se déploient dans des situations judiciaires où les parties s’affrontent quant au devenir de leur ancien logement commun – ce qui est l’objet de la seconde partie du mémoire. Afin de disposer d’un matériau empirique le plus riche possible, l’enquête de terrain a été menée dans deux contextes différents, un cabinet d’avocats français (29 cas) et un tribunal municipal hongrois (26 cas). Ces 55 affaires – procédures de divorce, liquidations de régime matrimonial, sorties d’indivision et autres contentieux post-divorce – ont été recueillies par examen de dossier ou par observation d’audience. Il s’agit de situations pour la plupart très conflictuelles, avec des procédures longues et des débats complexes, qui donnent accès à des écritures judiciaires, des pièces, des rapports d’expertise et des décisions, mais aussi à des projets d’accord et à des échanges plus informels sur le domicile conjugal.

La comparaison entre le France et la Hongrie a pour intérêt principal de mettre en rapport deux pays qui, à l’échelle européenne, incarnent chacun un modèle différent en matière de traitement juridique du logement des époux. En France, la résidence de la famille est spécifiquement protégée durant le mariage par des limitations ou entraves au pouvoir de disposition des conjoints, dont le principe sous-jacent consiste à empêcher un époux d’aliéner le logement conjugal sans le consentement de l’autre. *A contrario*, en Hongrie, de telles protections n’existent pas, seul le régime matrimonial ou les règles de l’indivision pouvant, le cas échéant, limiter les actes de disposition pris par un seul époux. En revanche, le sort résidentiel du logement conjugal après le divorce fait dans ce pays l’objet d’une attention spécifique, puisque le juge du divorce est tenu de statuer sur la jouissance de l’ancien logement commun après le prononcé du divorce, tandis que l’époux qui serait contraint de le quitter – même s’il n’est ni propriétaire ni locataire – a droit à une indemnité financière visant à compenser la perte de son droit d’usage. Dès lors, la comparaison entre dans les deux pays permet de prendre la juste mesure des effets de contrainte du droit positif sur la pratique judiciaire, pour mieux mettre à jour les enjeux de fond des procédures.

Sur le plan épistémologique, la démarche relève résolument de la sociologie juridique, puisqu’il s’agit d’étudier la famille sans l’isoler du droit, qui contribue à sa définition comme groupe social institué. Plus spécifiquement, la thèse conjugue étude de la législation, de la jurisprudence et du « *law in action* », soit le droit vivant tel qu’il s’actualise et se déploie dans les tribunaux, à travers une mobilisation non seulement de la loi, mais aussi du sens commun de ce qui est juste et injuste. L’analyse est menée en adoptant prioritairement le point de vue des parties, c’est-à-dire en examinant les lignes de force de leurs conflits, le détail de leurs demandes, la manière dont ils appréhendent leur ancienne résidence commune et les procédés de justification et de critique qu’ils mettent en œuvre pour rendre leurs prétentions plus légitimes.

En termes de résultats scientifiques, la thèse révèle la place fondamentale qu’occupe le logement au sein de l’histoire longue des couples, éclaire les asymétries de genre qui traversent le rapport que les hommes et les femmes entretiennent au domicile, et permet de dégager les principes de justice qui régissent les conflits autour du domicile conjugal.

Il ressort notamment de l’étude du matériau empirique que, derrière des qualifications

juridiques variées, lesquelles relèvent de surcroît de deux contextes légaux différents, les prétentions relatives au sort du logement sont toujours structurées par deux demandes majeures : le souhait de se maintenir dans le logement-résidence ou la volonté de convertir les droits détenus sur le logement-patrimoine en capital. Or ces prétentions ne peuvent se comprendre à la seule lumière du « présent », car le domicile conjugal est inextricablement lié au travail de mise en récit de l'histoire conjugale, dont il est l'un des « personnages » incontournables, qu'il s'agisse d'évoquer les fautes que l'on reproche à l'autre conjoint, la responsabilité dans la rupture et l'initiative de cette dernière, ou encore d'identifier et de décrire le moment présenté comme correspondant à la fin du couple. Dans la même perspective, les demandes relatives au domicile conjugal ne peuvent pas non plus être isolées des justifications qui les sous-tendent et qui leur donnent tout leur sens. En l'occurrence, les arguments mobilisés s'articulent, aussi bien en France qu'en Hongrie, autour de trois références majeures : l'argument de besoin (nécessité d'avoir un toit), l'argument de personne (souhait de conserver une résidence avec laquelle on entretient un lien privilégié) et enfin l'argument de restitution (mettre en avant le fait que du temps du mariage, on avait contribué, en argent ou en nature, à l'acquisition ou à l'amélioration du logement commun). Si ces arguments laissent déjà deviner que la résolution des conflits ne saurait se jouer sur un terrain strictement comptable, l'étude conjugulée des situations les plus bloquées et des accords conclus dans certaines affaires montre précisément que les solutions auxquelles aspirent les parties, les règlements qui paraîtraient juste à leurs yeux et au nom desquels ils sont prêts à transgresser la norme du bon divorce négocié, se rapportent à quatre grands modèles de justice, lesquels engagent à la fois une vision de l'histoire conjugale, du statut des biens qui étaient utilisés en commun et de la manière de réorganiser l'avenir. En premier lieu, le modèle du partage égalitaire, en vertu duquel il convient au moment du divorce de diviser l'existant en deux moitiés égales. En second lieu, le modèle de la solidarité, qui est tout entier tourné vers les conditions de vie futures des époux et s'organise autour de la notion de besoin, avec une référence à un devoir de secours des hommes envers les femmes. En troisième lieu, le modèle de la compensation, dans le cadre duquel il s'agit pour le conjoint qui se perçoit comme victime des agissement de l'autre de poursuivre sa vie dans les mêmes conditions qu'antérieurement, ce qui implique soit d'effacer toute trace de l'époux en tort et de maintenir la maison et le patrimoine en l'état (épouses fautives), soit de procéder à des transferts d'argent et de biens depuis les hommes vers les femmes (maris fautifs). En quatrième lieu, le modèle de la reconnaissance, selon lequel le partage doit s'organiser non seulement en tenant compte des contributions respectives de chacun au patrimoine acquis au cours de la vie commune, mais aussi en les énonçant explicitement.

Si les propositions avancées dans cette thèse montrent la façon dont le domicile conjugal est susceptible de devenir l'enjeu majeur d'un divorce, elles permettent également d'ouvrir une réflexion sur le lien matrimonial et ses transformations historiques. Ainsi, cet objet d'apparence évident – chacun sait ce qu'est un domicile conjugal – mais qui porte en lui une redoutable multiplicité, au sens où il est à la fois un local d'habitation, un lieu où l'on doit avoir l'intention de revenir lorsqu'on le quitte, une adresse administrative commune, un ancrage géographique et un élément du patrimoine, nous apprend à embrasser d'un seul regard les différentes dimensions du mariage. Partant de là, il nous aide à nous déprendre des préjugés contemporains qui le réduisent à un lien affectif mettant en relation deux subjectivités, lequel ne prendrait la forme d'une communauté de toit, de table et de lit à

caractère notoire que par accident. Symétriquement, on découvre qu'il ne suffit pas de ne plus s'aimer pour défaire le lien car il y a quantité d'autres verrous à faire sauter pour mener à bien une rupture, qui nécessite de mettre fin à l'intention de communauté de vie, de désigner clairement comme la fin du couple ce qui pourrait en être simplement la crise, de « déconjugaliser » l'ancien logement commun, de séparer les budgets ou encore de cesser d'être propriétaire d'un même bien immobilier. En cela, ce travail n'est pas totalement étranger à l'appel que Jean Carbonnier lançait aux sociologues quand il écrivait les lignes qui suivent : « *À faire l'économie d'un passage par le droit, la sociologie de la famille est en danger d'irréalisme : réduisant à des relations interpersonnelles les phénomènes qu'elle étudie, elle méconnaît cet autre phénomène qui les enserme, que les juristes appellent l'ordre public.* »¹

¹ J. Carbonnier, *Sociologie juridique*, Paris, PUF, 1978, p. 43.